Communiqué de presse

20 janvier 2021



LA CADES SIGNE SON RETOUR SUR LE MARCHE DE LA LIVRE STERLING AVEC L'EMPRUNT LE PLUS IMPORTANT DE SON HISTOIRE DANS CETTE DEVISE

1,5 milliard de livres sterling - Maturité : 5 ans - Coupon : 0,125%

La CADES (Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale), a clôturé aujourd'hui un nouvel emprunt de référence dans le cadre de son programme d'émissions sociales (social bonds), de maturité 5 ans et d'un montant de 1,5 milliard de livres sterling.

Cette nouvelle opération, première émission sociale dans cette devise, constitue l'emprunt en livres sterling le plus important jamais réalisé par la CADES depuis sa création. Elle s'inscrit dans le cadre des opérations de reprise de dette d'un montant de 40 milliards d'euros programmées d'ici la fin de l'année 2021.

Principales caractéristiques de l'émission

Le prix de cette émission de coupon 0,125%, de maturité 5 ans (échéance 15 décembre 2025), a été fixé à 99,558%. La transaction a été conclue avec une marge correspondant à un écart de 26 points de base au-dessus de l'obligation du Trésor britannique 2% d'échéance 07 septembre 2025.

La CADES a mandaté Barclays, Natwest et Nomura pour diriger cette opération.

L'emprunt s'est caractérisé par une très forte demande des investisseurs dont 43% d'investisseurs ESG, permettant en quelques heures seulement, de constituer un livre de plus de 50 ordres.

Le placement s'est effectué auprès d'investisseurs au Royaume-Uni pour 54%, en Asie pour 34 %, dans le reste de l'Europe pour 6%, et aux Amériques pour 6%.

Les banques centrales et institutions officielles ont souscrit 38% de l'emprunt, les banques 36%, les investisseurs institutionnels 25% et d'autres investisseurs 1%.

A propos de la CADES

Créée en janvier 1996 par le gouvernement français, la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale a pour mission de financer et d'amortir la dette sociale en France par l'émission d'emprunts obligataires à court, moyen et long terme sur les marchés de capitaux internationaux.

Pour mener à bien sa mission, des ressources régulières lui sont assurées par la population française pour le paiement des intérêts et pour l'amortissement de la dette.

Placée sous la tutelle du ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance et du ministre des solidarités et de la santé, la CADES exerce sa mission sous le contrôle du Parlement et du Conseil Constitutionnel.

La liaison de la CADES avec la sphère sociale est assurée par un conseil d'administration et un comité de surveillance qui comprend en outre quatre parlementaires.

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux États-Unis ou distribuer, directement ou indirectement, à des ressortissants des États-Unis

Forte de la mission confiée par le Parlement, la CADES s'inscrit comme l'un des maillons essentiels dans la maîtrise et la réduction de la dette sociale en France en s'appuyant sur des mécanismes de financement et d'amortissement efficaces et éprouvés.

Depuis le 1^{er} octobre 2017, les équipes de la CADES et de l'AFT (Agence France Trésor) se sont rapprochées afin de constituer un pôle d'excellence dans l'émission de titres publics français. Dans ce cadre, la CADES a confié à l'AFT la responsabilité opérationnelle de ses activités de financement. La CADES est maintenue en tant qu'entité indépendante garantissant l'effectivité du principe de cantonnement et d'amortissement de la dette sociale, conservant les prérogatives de son président exécutif, du conseil d'administration et de son comité de surveillance. L'AFT agit au nom et pour le compte de la CADES en utilisant ses personnels qu'elle lui a mis à disposition.

Toutes les informations concernant la CADES et ses émissions sont disponibles sur www.cades.fr

CADES REMBOURSER LA DETTE – ASSURER LE FUTUR



Geneviève Gauthey Secrétaire Générale 01 40 04 15 41 genevieve.gauthey@cades.fr



Relations presse Isabelle Dray 01 56 88 11 29 idray@actifin.fr Relations investisseurs Alexandre Commerot 01 56 88 11 11 acommerot@actifin.fr

AVERTISSEMENT

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District of Columbia). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.